



Athis-Mons, le 3 juin 2010

Compte rendu de l'AG du 31 mai du CRNA Nord

Suite à une succession d'attaques contre notre profession de la part successivement des journaux, de la Cour des Comptes, et maintenant de notre gouvernement, notre administration a décidé de mettre fin à la logique protocolaire et à une politique de dialogue social qui, jusqu'à peu, prévalait à la DGAC.

Arguant le rapport de la Cour des Comptes, elle décide unilatéralement, sans aucune concertation avec les représentants des Organisations Syndicales, d'appliquer un contrôle des présences via la mise en place d'une badgeuse.

Devons nous les interpeler aujourd'hui pour leur rappeler que notre métier nécessite la plus grande sérénité ?

L'Assemblée Générale

Une Assemblée Générale des personnels s'est tenue ce lundi 31 mai 2010.

Entre 100 et 130 personnes sont venues assister et participer au débat devant une table où 3 Syndicats (SNCTA, USAC-CGT, UNSA ICNA) étaient présents pour animer le débat et informer. Cette union a d'ailleurs été plébiscitée par les personnels présents à l'AG.

Chacun a alors appelé à l'unité avec les autres centres de contrôle qui à ce jour ont déjà eu des AG de personnels. Les motions de ces AG sont sans équivoque. Elles appellent l'ensemble de la profession à réagir et s'unir pour dénoncer d'une seule voix ces attaques répétées et absolument outrageuses qui sont portées aujourd'hui par les médias, ainsi que notre administration et notre ministère contre notre profession.

L'UNSA ICNA a, lors de cette AG mis l'accent, sur le fait que le mouvement de protestations était né au CRNA Sud Est où il y a pris de l'ampleur puis a gagné les CRNA Sud Ouest et CRNA Ouest. Ils ont depuis manifesté la même

volonté d'agir pour dénoncer la rupture de dialogue social au sein de la DGAC.

L'UNSA ICNA a également rappelé que les motions d'AG des autres CRNA convergent vers la stricte application des procédures en vigueur, et ceci à partir du 7 juin.

Les personnels du CRNA Nord présents à cette AG du 31 mai ont manifesté leur volonté de se joindre à ce mouvement déjà national. La motion fut adoptée à 96 voix pour sur 100 personnes présentes au moment du vote (il y eut 4 abstentions).

Il est important de noter que la motion d'AG est soutenue et coécrite par les 3 syndicats présents lors de cette AG.

L'AG a également abordé le sujet de la désignation d'office des détachés pour participer aux simulations Paris TA 2010. L'ensemble de la salle de contrôle avait en effet refusé de fournir des volontaires pour la première fois depuis bien longtemps pour marquer la désapprobation de l'ensemble des contrôleurs aériens du CRNA Nord concernant

cette rigidification des rapports et l'absence de dialogue avec notre administration.

Suite à cette AG, une lettre co-signée par les trois syndicats présents a été envoyée au Chef du service exploitation du CRNA Nord avec copie faite au Chef du CRNA Nord et au Directeur de la DO. Cette lettre dénonce la

Pourquoi agir maintenant ?

Le premier but est maintenant de démontrer par l'absurde à notre administration que la rigidification de notre mode de fonctionnement, tel qu'elle l'entend, n'apportera pas de gain de productivité, bien au contraire.

Le second objectif, et non des moindres, est d'envoyer à l'administration un message clair. Il s'agit de montrer que c'est un mouvement de mécontentement national de notre profession, que les ICNA de France sont mobilisés et attendent aujourd'hui de l'administration qu'elle rétablisse au plus vite un espace de dialogue et un climat de confiance réciproque avec une profession au sein de laquelle la sécurité ne peut se passer de la sérénité.

Enfin le troisième point majeur est que si nous

méthode de recrutement ainsi que les nombreux problèmes avérés qui portent préjudice au bon déroulement de ces simulations et qui remettent inévitablement en cause l'objectivité et la pertinence des conclusions qui pourraient en ressortir. Elle demande également de reporter ou d'annuler les sessions prévues en juin 2010.

acceptons aujourd'hui que l'administration décide unilatéralement de mettre en place cette mesure de pointage sans consultation avec les OS, sans faire adopter cette mesure en CTP, c'est à dire juste via une note de service, quelle sera la prochaine étape ?

Il est important de se rappeler que la volonté de vérifier la présence des personnels est une conséquence directe des "analyses" que l'on retrouve dans le rapport de la Cour des Comptes. Nous vous invitons d'ailleurs à lire ce rapport car il contient de nombreuses "pistes de réflexion" qui laissent augurer de futures modifications (aménagements ?) que nous pouvons nous voir imposer par l'administration, en appliquant la même méthode de dialogue social, dans les prochains mois.

Notre unité est aujourd'hui notre force.

Si nous voulons ramener l'administration à une table de négociations sur laquelle les préoccupations des personnels peuvent être entendues, il faut avant tout montrer notre détermination à mettre fin à ce climat de défiance et de tension inconcevable dans un métier tel que le notre.

Notre administration doit comprendre que la sérénité dans les Salles de Contrôle doit être retrouvée.

Mobilisons nous.

Contacts :

Olivier RIOU (4W)
Sophie RIOU (8W)
Isabelle REMOND (12 E)

Nous contacter : lfff@icna.fr

Nous lire : www.icna.fr